En partenariat avec
ONE
Observatoire de la Nouvelle Eurasie

La puissance russe *en Asie du Sud* : une présence pertinente mais *parcellaire*



Par **Michaël Levystone**, cofondateur de l'Observatoire de la Nouvelle Eurasie (ONE), doctorant au Centre de recherche Europes-Eurasie (CREE) de l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO) et auteur de *Géopolitique de l'Eurasie* (Le Cavalier Bleu, 2025).

Photo ci-dessus : Le 5 décembre 2025, le Premier ministre indien, Narendra Modi, accueille son homologue russe pour une visite officielle de deux jours en Inde. Pour l'Inde, cette rencontre annuelle permet de réaffirmer le partenariat stratégique avec la Russie, qui malgré les pressions occidentales, demeure un important fournisseur d'armement du pays, mais également d'énergie, en particulier depuis le blocage du détroit d'Ormuz qui a poussé Washington à suspendre les sanctions contre le brut russe (dont l'Inde était devenue le principal acheteur depuis l'invasion de l'Ukraine). (© Kremlin.ru)

Sans y disposer — à l'exception de l'Inde, depuis 2022 — de partenaire d'affaires majeur, la Russie bénéficie en Asie du Sud d'un cadre hospitalier. En effet, les relations que Moscou entretient avec les différentes capitales de la région sont empreintes d'affinités remontant à la guerre froide et se matérialisent par des attitudes plus ou moins complaisantes à l'égard de la guerre en Ukraine, ainsi que par des coopérations économiques remodelées par les conséquences de ce conflit. Mais si la Russie profite d'une dynamique, à certains égards favorable, en Asie du Sud, elle ne s'y heurte pas moins à des embuches notables.

Un ancrage régional qui transcende la relation privilégiée avec le géant indien

C'est dans le contexte de la guerre froide que trouve son origine la cote de sympathie dont Moscou est créditée en Asie du Sud. L'URSS y mise en premier lieu sur l'Inde, ennemie de la Chine, avec laquelle le Kremlin est lui-même en délicatesse à partir de 1956, au moment de la rupture sino-soviétique. Aussi, le 9 aout 1971, Moscou scelle avec New Delhi un traité de paix, d'amitié et de coopération, sur le fondement duquel l'Armée rouge se porte, en décembre, au soutien du Bangladesh, engagé dans une guerre d'indépendance appuyée par l'Inde contre le Pakistan, qu'épaulent les États-Unis. Cela n'empêche pas l'URSS de se muer, en 1976, en faiseur de paix entre Indiens et Pakistanais, réunis à Tachkent, en République d'Ouzbékistan, pour clôturer leur deuxième affrontement, après celui de l'indépendance (1947-1948).
L'action diplomatique déployée par Moscou en Asie du Sud s'accompagne d'une forte dimension économique, axée sur des projets de génie civil : création d'artères de transport, à l'instar du tunnel de Salang, qui relie les parties nord et sud de l'Afghanistan, et du tronçon autoroutier longitudinal Pathlaiya-Dhalkebar au Népal ; création d'usines sidérurgiques, comme à Karachi, dans la province pakistanaise du Sindh, et à Bhilai, dans l'État indien du Chhattisgarh (1).
L'invasion de l'Afghanistan par l'Armée rouge fin 1979 marque un premier tournant dans les relations soviéto-sud-asiatiques. Que les Indiens ne trouvent rien à redire à cette opération ne signifie aucunement qu'il en aille de même des Bangladais, solidaires de leurs coreligionnaires afghans, ou des Sri-Lankais, qui goutent très peu l'ingérence des grandes puissances dans les affaires intérieures de leurs voisins — une épreuve qu'ils traverseront à leur tour lorsque l'Inde s'immiscera, avec le soutien tacite du Kremlin, dans leur propre guerre civile (1983-2009), entre 1987 et 1990.
Quant aux Pakistanais, islamisés à marche forcée, dans les années 1970, sous la férule de Muhammad Zia-ul-Haq (1924-1988), au pouvoir de 1977 à sa mort, ils s'opposent farouchement à ce qu'une puissance communiste fasse souche à leurs frontières.
Le soutien qu'ils apportent aux « combattants pour la foi » — les moudjahidines — contribue au retrait sans victoire de l'Armée rouge en 1989, prélude à l'implosion du régime soviétique en 1991 et à un décrochage subséquent de Moscou vis-à-vis de l'Asie du Sud, Inde comprise. Recentré sur l'Occident, l'État russe se trouve, de surcroit, affaibli par la première guerre de Tchétchénie (1994-1996), durant laquelle les insurgés bénéficient de soutiens sud-asiatiques, qu'il s'agisse de l'Inter-Services Intelligence (ISI), redoutable service de renseignement pakistanais, ou du premier régime taliban (1996-2001), qui reconnait en 2000 l'indépendance de la République tchétchène d'Itchkérie [nom attribué au gouvernement séparatiste tchétchène, en exil depuis 2000] (2).
Ouverte par l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine à la présidence de la Fédération de Russie, la décennie 2000 revivifie les liens entre Moscou et les capitales sud-asiatiques. New Delhi fait, là encore, figure d'interlocuteur prioritaire, avec lequel le nouveau maitre du Kremlin établit un accord de « partenariat stratégique » dès le 3 octobre 2000. Sur fond de « révolutions de couleur » à ses frontières (2003-2005), l'État russe, revigoré sur le plan intérieur, voit ses relations se tendre avec Washington, qui entre aussi dans une zone de turbulences avec Islamabad, accusé de duplicité dans la lutte contre le terrorisme alors que l'armée américaine guerroie chez son voisin afghan depuis octobre 2001. L'exaspération suscitée par les Américains, tant auprès des Russes, qui avaient soutenu leur invasion de l'Afghanistan pour y éradiquer la culture du pavot, que des Pakistanais, dont l'intégrité territoriale est foulée aux pieds par le commando des forces spéciales américaines qui élimine Oussama ben Laden le 2 mai 2011 à Abbottabad (3), crée les conditions d'un regain d'intérêt mutuel entre Russes et Pakistanais pour le renouvellement d'un dialogue sur l'inquiétante question afghane.

Les conflictualités afghane et russo-ukrainienne : fait accompli diplomatique, ajustements économiques

L'année 2014 fait entrer les relations russo-sud-asiatiques dans une nouvelle ère. La reprise en main du dossier afghan par le Kremlin, en conséquence du retrait américain d'Afghanistan, se matérialise à deux niveaux. À l'échelle régionale, la Russie déploie une diplomatie inclusive aboutissant à l'établissement, en 2016, d'une *troïka* avec la Chine et le Pakistan. Très active dans l'économie afghane, l'Inde vit mal d'être ainsi mise sur la touche, même si elle fait partie des nombreux pays conviés, dès 2017, aux consultations du « Format de Moscou » sur l'Afghanistan et la sécurité régionale. À l'échelle strictement afghane, le Kremlin, dont les relations se sont rafraichies avec Ashraf Ghani, au pouvoir de 2014 à 2021 — successeur d'Hamid Karzaï (2001-2014) à la présidence afghane — prend contact avec les différents acteurs du champ politique via Zamir Kaboulov, représentant spécial de Vladimir Poutine pour l'Afghanistan. Cette action garantit à Moscou un accès direct aux talibans lorsqu'ils se rendent à nouveau maitres de Kaboul, le 15 aout 2021. Précurseur pour avoir su populariser, en Eurasie, son approche pragmatique du régime taliban — qu'elle est le premier, et à ce jour unique, État de la planète à l'avoir reconnu, le 3 juillet 2025 —, la Russie ne convie pas pour autant les autorités talibanes aux réunions de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), qui avait pourtant octroyé à l'État afghan un statut d'observateur en 2012.

Déclenchée par Vladimir Poutine le 24 février 2022, l'invasion à grande échelle de l'Ukraine fournit un autre éclairage sur la dynamique des liens entre la Russie et les pays d'Asie du Sud, qui, à la différence de ceux de la proche Asie centrale, ne se retranchent pas tous derrière un mutisme jusqu'au-boutiste s'agissant de ce conflit. Ainsi, les Maldives, le Népal et jusqu'au Bhoutan, à la diplomatie d'ordinaire réputée neutre, votent les résolutions onusiennes des 2 et 24 mars 2022 — pour ne citer qu'elles — condamnant l'assaut russe contre l'Ukraine. L'Afghanistan, encore représenté à New York par des diplomates nommés durant la période pré-talibane, et le Bangladesh, oscillant entre condamnation ponctuelle et neutralité constante, font figure de cas particuliers. Dans le cadre onusien, le Sri Lanka, l'Inde et le Pakistan se gardent, en revanche, de fustiger les agissements russes sur le sol ukrainien, quoique, pour sécuriser l'appui américain à sa demande de prêt d'urgence soumise au Fonds monétaire international (FMI), Islamabad consente à fournir des équipements à l'armée ukrainienne à partir de l'été 2022. À l'exception notable de l'Afghanistan sur la Crimée en 2014 (4), les États d'Asie du Sud refusent de reconnaitre les annexions russes de territoires ukrainiens et, unanimement, d'édicter la moindre sanction économique à l'encontre de Moscou, dont les élargissements impulsés au sein de l'OCS et des BRICS+ exercent un pouvoir d'attraction sur plusieurs d'entre eux.

L'alourdissement, depuis 2022, des mesures de rétorsion commerciale ciblant la Russie n'a pas détourné les pays sud-asiatiques de celle-ci. Pour avoir doublé le volume de ses échanges avec elle entre 2022 (35 milliards de dollars) et 2024 (70 milliards), l'Inde fait plus que jamais figure de partenaire d'affaires de premier plan de Moscou dans la région, quand bien même leur coopération militaro-industrielle battrait de l'aile. En Asie du Sud, la diplomatie économique russe fait toujours recette autour de ses axes structurants : le nucléaire, avec la poursuite par Rosatom des projets de centrale de Kudankulam, dans l'État indien du Tamil Nadu, et de Rooppur, au Bangladesh — un pays où Moscou a su préserver ses intérêts malgré la révolution dite « de la mousson » à l'été 2024 (5) ; le pétrole, qui explique le spectaculaire changement d'échelle dans les échanges russo-indiens et fait son apparition, en 2023, sur le marché pakistanais, où la Russie est aussi à pied d'œuvre pour relancer la production de l'usine sidérurgique, créée en 1976 grâce à l'URSS, à Karachi. À noter, enfin, une restructuration du négoce agroalimentaire : la Russie exporte davantage de blé et de viande halal vers le Bangladesh et le Pakistan ; elle se fournit assidument en riz, café, épices, thé et produits laitiers auprès de l'Inde, importe des légumes du Pakistan et des fruits subtropicaux du Bangladesh (mangues) et du Sri Lanka (noix de coco).

Les organisations régionales alternatives à l'Occident : une attractivité intacte auprès des États sud-asiatiques ?

PAYS	OCS	BRICS+
Afghanistan	Observateur (2012) mais absent depuis 2021	Intérêt manifesté pour une adhésion (2024)
Bangladesh	Candidat au statut d'observateur (2024)	Candidat (2023)
Bhoutan	Néant	Néant
Inde	Membre (2017)	Membre fondateur (2009)
Maldives	Partenaire de dialogue (2023)	Néant
Népal	Partenaire de dialogue (2016)	Intérêt manifesté pour une adhésion (2026)
Pakistan	Membre (2017)	Candidat (2023)
Sri Lanka	Partenaire de dialogue (2009)	Intérêt manifesté pour une adhésion (2024)

De l'incertitude à traiter avec une Russie toxique, lointaine et « indo-centrée »

L'effort entrepris par la Russie pour contourner les sanctions occidentales bénéficie du concours des pays sud-asiatiques, à commencer par l'Inde, qui y achemine de nombreux biens à double usage, quoique, en matière de semi-conducteurs, il semble que ce soient les Maldives qui, en Asie du Sud, tiennent le haut du pavé (6). La résilience de Moscou ne saurait occulter l'impact réel des sanctions sur sa force de frappe



Photo ci-contre : Un soldat monte la garde devant une station-service à Colombo, au Sri Lanka, en 2022. Alors que l'ensemble de la planète est victime du blocage du détroit d'Ormuz, le ministre sri-lankais des Transports a affirmé : « L'énergie est notre priorité », après avoir conclu un accord avec Moscou sur l'achat de pétrole brut dont les premières livraisons devaient débuter mi-avril. Souhaitant intégrer la Russie dans le système de sécurité énergétique des pays de la région et au-delà des hydrocarbures, Moscou a également mis en avant la possibilité d'un déploiement de petites centrales nucléaires modulaires flottantes (SMR). (© Shutterstock)

financière dans la région, où les Russes peinent à concrétiser leurs déclarations volontaristes, par exemple pour ce qui a trait à de grands projets d'infrastructures énergétiques, tels les gazoducs *Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde* (TAPI) et *Pakistan Stream Gas Pipeline* (PSGP). Marqueur phare de la stratégie de désoccidentalisation activement promue par le Kremlin depuis 2022, la dédollarisation vaut elle-même à la Russie des fortunes diverses. Le refus opposé par l'Inde de régler en roubles ses importations pétrolières, de peur de s'attirer à son tour des sanctions occidentales, laisse aux entreprises russes des surplus d'une devise non convertible qu'il leur est difficile de réinvestir sur un marché où elles n'ont guère de valeur ajoutée à apporter dans le secteur en vogue de l'innovation. Quant au Bangladesh, qui a opté pour le yuan pour rembourser son premier emprunt souscrit auprès de la Russie au titre du projet de centrale nucléaire « Rooppur » (7), l'intérêt qu'il manifeste pour la Nouvelle banque de développement (NBD) des BRICS+ vise davantage à élargir ses possibilités d'obtention de crédits en dehors d'un FMI jugé sous trop forte influence américaine — un constat partagé par le Pakistan, engagé dans une démarche identique — qu'à s'affilier à un bloc anti-occidental en tant que tel.

Le déclenchement, le 28 février 2026, de la campagne israélo-américaine de bombardements contre l'Iran a ceci de positif pour la Russie qu'il la remet au centre du jeu pétrolier. Sérieusement tancée par l'administration Trump depuis l'été 2025 pour ses commandes massives d'or noir auprès de Moscou, dont les recettes financent la machine de guerre en Ukraine, l'Inde est désormais autorisée — pour ne pas dire encouragée — à reprendre ses habitudes, en vue de contenir la flambée des cours mondiaux. La conflictualité débridée en Iran et dans le détroit d'Ormuz revalorise, aux yeux d'autres importateurs sud-asiatiques de pétrole tels que le Sri Lanka (8), la Russie comme alternative fiable à leurs fournisseurs du Golfe. Il serait néanmoins erroné de s'arrêter à ce constat plutôt flatteur, à première vue, pour la Russie qui, non contente de faire une nouvelle démonstration de sa relative passivité face aux agressions américaines contre des régimes amis du Kremlin — le Vénézuéla hier, peut-être Cuba demain —, voit sa stratégie d'arrimage contrecarrée par les combats. La mise en sommeil, au printemps 2026, du Corridor de transport international Nord-Sud (INSTC), artère de transport multimodale joignant la Russie à l'Inde via l'Iran, rappelle en effet que les coopérations entre la Russie et ses partenaires sud-asiatiques doivent s'accommoder d'un facteur insoluble de fragilité : leur discontinuité géographique.

Enfin, un couplage trop prononcé de la Russie avec l'Inde fait redouter que la politique conduite par Moscou en Asie du Sud ne s'en trouve biaisée dans un sens favorable aux intérêts de New Delhi. Son partenariat stratégique requalifié de « spécial et privilégié », établi avec New Delhi le 21 décembre 2010, porterait à croire que la Russie serait tentée de maintenir avec l'Inde un niveau d'engagement tel qu'elle n'aurait pas les coudées franches en matière de positionnement sur les différends territoriaux (Cachemire) ou d'approfondissement de ses collaborations sectorielles avec d'autres États (coopérations militaro-industrielles avec le Pakistan). La tentation russe de s'aligner sur l'Inde serait d'autant plus forte que celle-ci est la seule puissance économique sud-asiatique capable d'investir dans l'Extrême-Orient, ce vers quoi tend un programme quinquennal de coopération russo-indienne conclu en 2024, alors qu'était mis en service le Corridor maritime oriental (EMC) reliant Vladivostok à Chennai — une artère augurant possiblement, en tant que telle, de nouvelles perspectives bilatérales, sur fond d'imbroglio persistant en Iran. Cela étant, la Russie dispose elle-même d'un levier de pression majeur sur l'Inde : sa relation très resserrée depuis 2022 avec la Chine, dont l'approche russe reflète bien davantage sa vision de l'Indopacifique — à purger de toute présence militaire américaine — que la ligne autrement libérale défendue par New Delhi, comme par d'autres capitales d'Asie méridionale, mais aussi orientale, sous le vocable évocateur de *Free and Open Indo-Pacific* (« Indopacifique libre et ouvert »).

Affinités historiques, synergies sectorielles et élasticité politique imposent la Russie comme une puissance amie et pertinente en Asie méridionale. Les interactions russo-sud-asiatiques pâtissent cependant d'un fort éloignement géographique, qui les expose à la volatilité endémique du voisinage moyen-oriental. Échouant encore à assumer une présence soutenue, dans la durée comme au regard des moyens alloués, dans la région indopacifique, la Russie manque d'y investir un créneau géopolitique pourtant à même de concrétiser son aspiration à peser sur un monde qu'elle veut polycentrique. Nombre d'États sud-asiatiques ne verraient assurément pas d'un mauvais œil la Russie s'y insérer entre les géants chinois et américain, dans une logique d'équilibre régional.

Michaël Levystone



Du même auteur

Géopolitique de l'Eurasie : le pivot oriental de la Russie, gage de puissance ou échappatoire ?,
Le Cavalier Bleu, 2025, 216 p.

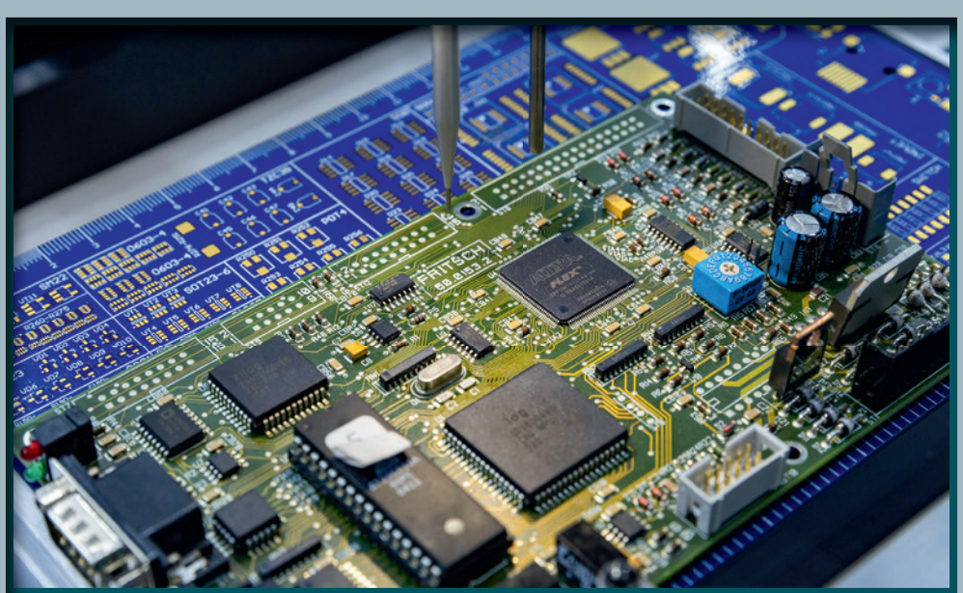


Photo ci-dessus : En 2023, le journal *Nikkei Asia* révélait que les Maldives se classaient au second rang derrière la Chine pour la livraison de semi-conducteurs. Cet État insulaire de l'océan Indien aurait en effet exporté environ 400 000 semi-conducteurs pour une valeur de 53 millions de dollars, aidant la Russie à contourner les sanctions qui la touchent. (© Shutterstock)

Notes

(1) En Inde, l'URSS œuvre de surcroit à l'éclosion de plusieurs fleurons industriels : Bharat Heavy Electricals Limited (BHEL), Oil and Natural Gas Corporation (ONGC) et Hindustan Aeronautics Limited (HAL). Himani Pant, « The Changing Contours of Russia's South Asia Policy », *ORF Issue Brief*, n°193, Observer Research Foundation (ORF), 27 juillet 2017, p. 4 (https://tinyurl.com/35cwjybp).

(2) Leonid Gankin, « [La Tchétchénie est désormais dans la mouvance talibane] », *Kommersant*, 18 janvier 2000 (https://www.kommersant.ru/doc/137207).

(3) Michaël Levystone, « Russie-Pakistan : un partenariat par défaut ? », *Asia Focus*, n°213, Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS), p. 6 (https://tinyurl.com/3k4jjv6k).

(4) Prise par Hamid Karzaï peu avant qu'il ne transmette le pouvoir à Ashraf Ghani, la décision de reconnaitre l'annexion russe de la Crimée fait écho aux revendications territoriales constantes de l'Afghanistan sur l'Ouest du Pakistan. Kaboul, tant sous l'autorité d'élites pro-occidentales que sous celle des talibans, n'a en effet jamais accepté de reconnaitre sa frontière avec le Pakistan. Établie par l'Empire britannique en 1893, la « ligne Durand » scinde artificiellement, à ses yeux, l'ethnie pachtoune. Jan Alekozai, Abubakar Siddique, « In Backing Crimean Accession, Afghanistan Eyes Own Irredentist Claims », *Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL)*, 24 mars 2014 (https://tinyurl.com/3thvpccm).

(5) La période transitoire entre le renversement, en aout 2024, de Sheikh Hasina, présidente de la Ligue Awami (1981-2025) proche de Moscou, et l'élection, en février 2026, de Tarique Rahman, chef du Parti nationaliste bangladais (PNB), a été mise à profit par l'ambassadeur russe, Alexandre Khozine, pour nouer le dialogue avec le futur chef du gouvernement de Dacca — une approche qui entre en résonance avec celle appliquée à l'Afghanistan entre 2014 et 2021. Aleksei Zakharov, « Beyond Party Lines: Why Bangladesh's Russia Policy Will Stay the Course », ORF, 26 mars 2006 (https://tinyurl.com/5b5u2vbn).

(6) *The Moscow Times*, « [La Russie achète, via les Maldives, des semi-conducteurs pour plusieurs dizaines de millions de dollars] », 22 juillet 2023 (https://tinyurl.com/5y7x422h).

(7) Michaël Levystone, « Russie-Bangladesh. Une résilience discrète », *Études de l'Observatoire de la Nouvelle Eurasie*, n°2, ONE, 16 juin 2025, p. 6 (https://tinyurl.com/3f4pwr9e).

(8) TASS, « Sri Lanka agrees on oil supplies from Russia starting mid-april – transport minister », 6 avril 2026 (https://tass.com/economy/2112471).